



*Ville de passion!*

COMMUNE DE SAINT-LOUIS



Liberté - Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 819 /PRM/DAJ/DA/MT/2024

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
 Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
 Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,  
 Vu le code de la route,  
 Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,  
 Vu l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure,  
 Vu la demande de la SARL ETPE reçue le seize septembre deux mille vingt-quatre,  
 Vu l'avis de la police municipale n° 529/2024 du vingt-six septembre deux mille vingt-quatre,  
 Vu l'avis de la Direction des Routes et des Infrastructures n° 307/2024 du vingt-sept septembre deux mille vingt-quatre,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de fouille pour un raccordement au réseau EDF, il y a lieu de réglementer la circulation sur le chemin Fataque,

ARRETE

- Art. 1. - La circulation se fait par alternat avec feux tricolores sur le chemin Fataque au droit du n° 8.
- Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi sept octobre deux mille vingt-quatre au mardi dix-neuf novembre deux mille vingt-quatre entre huit heures trente minutes et quinze heures trente minutes.
- Art. 3. - La signalisation réglementaire est mise en place par la SARL ETPE.
- Art. 4. - La réfection du domaine public routier est effectuée par la SARL ETPE après les travaux.
- Art. 5. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.
- Art. 6. - Mme La Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.
- Art. 7. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à la SARL ETPE.

Fait à Saint-Louis, le  
 Pour la Maire et par délégation,  
**Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH**  
 Conseillère Municipale  
 Déléguée aux Affaires Juridiques et à la Réglementation

04 OCT 2024  
 COMMUNE DE SAINT-LOUIS  
 DIRECTION DES AFFAIRES  
 JURIDIQUES  
 REUNION

- Copie à :
- Gendarmerie de Saint-Louis
  - Police Municipale
  - Centre de secours de Saint-Louis
  - C.I.V.I.S
  - Semittel
  - Transports MOOLAND
  - DGST
  - Direction des Routes et des Infrastructures
  - Service communication
  - SARL ETPE

LA MAIRE :  
 - Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte  
 - Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :  
 → d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion  
 → d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.